



CPI

Jean-Pierre Bemba
enfin libre !

Les choses sont allées très vite hier à la Chambre de première instance VII de la Cour pénale internationale (CPI) qui a finalement décidé d'accorder la liberté provisoire à Jean-Pierre Bemba, acquitté depuis le 8 juin en appel d'une condamnation de dix-huit ans de prison pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis par les troupes du Mouvement de libération du Congo en Centrafrique, entre 2002 et 2003. Après avoir reçu les observations des parties sur le maintien en détention de l'ancien vice-président congolais dans l'autre affaire de subor-

nation des témoins, la Cour a ordonné sa mise en liberté provisoire sous conditions spécifiques, indique-t-on. L'audience d'hier a été ajoutée à l'ordre du jour de la Cour qui discutait du maintien en détention du prévenu qui a passé près d'une décennie sous les verrous. Il était donc inconcevable que l'affaire de subornation de témoins - la peine maximale étant de cinq ans - aboutisse à une peine supérieure au temps déjà passé en détention. « Sa libération serait donc plus que logique », s'accordent les juristes.



Jean Pierre Bemba (au milieu) lors de sa dernière comparution

RESTRUCTURATION DE LA JUSTICE

Nomination de nouveaux animateurs des institutions judiciaires

La nomination le 11 juin par le président de la République, Joseph Kabila, de nouveaux animateurs des institutions judiciaires du pays, dont la Cour constitutionnelle, répond justement à ce besoin d'accompagner la réforme de la justice en assurant l'effectivité des nouvelles juridictions. Des nominations qui interviennent quelques semaines après la désignation des neuf juges à la Cour constitutionnelle et à quelques jours du dépôt des candidatures à la députation provinciale. Emmanuel Nyamakweyi Minga a été promu procureur général près la Cour constitutionnelle tandis que Flory Numbi Kabange a été promu procureur général près la Cour de cassation.

Page 4



Les juges de la Cour Constitutionnelle

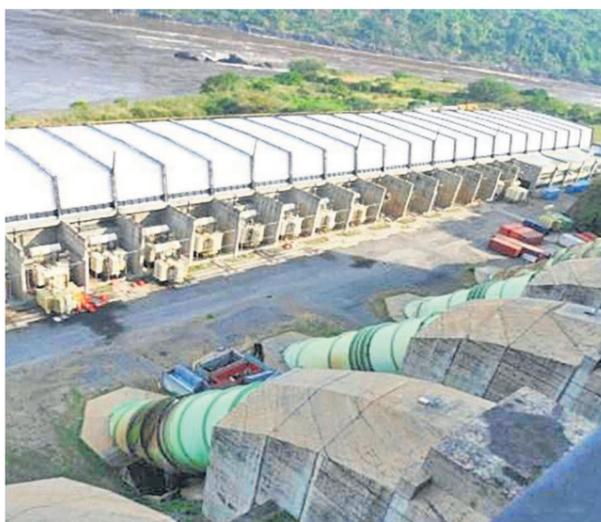
PROJET GRAND INGA

La société civile dénonce une gestion opaque

La société civile fait constater, dans un communiqué conjoint publié le 6 juin, que le gouvernement congolais n'était pas disposé à améliorer le niveau de la transparence dans la gestion du projet Inga 3. Une situation ici traduite, selon les organisations non gouvernementales concernées, par l'absence d'une consultation préalable de la population et les communautés locales ainsi que par la rétention volontaire de l'information.

Ces organisations regrettent également le fait que la société civile, qui est partie prenante au projet, se retrouve marginalisée dans le processus alors qu'elle porte la voix des communautés locales et de la population congolaise. D'où recommandent-elles au gouvernement de décréter un moratoire sur le projet Inga 3.

Page 3



Barrage hydroélectrique Inga II

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La RDC, le Mozambique
et la Tanzanie unissent
leurs efforts

Les trois pays ont envisagé, lors d'une réunion des commandants de police de la Communauté de développement de l'Afrique australe tenue récemment à Luanda, en Angola, de s'aligner sur une même position pour combattre le phénomène qui n'épargne aucun d'eux. Les forces de sécurité congolaises seraient déjà dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, pour soutenir les soldats locaux dans leur lutte contre les terroristes, indiquent des sources qui rapportent, en même temps, que le Mozambique a déjà conclu un accord avec la Tanzanie pour lutter contre l'extrémisme islamique dans la province précitée. Les trois États entendent œuvrer en synergie pour mieux lutter contre ces criminels.

Page 2

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La RDC, le Mozambique et la Tanzanie veulent unir leurs efforts

Les trois pays ont envisagé, lors d'une réunion des commandants de police de la Communauté de développement de l'Afrique australe (Sadc) tenue récemment à Luanda, en Angola, de s'aligner sur une même position pour combattre le phénomène qui n'épargne aucun d'eux.

Les forces de sécurité de la République démocratique du Congo (RDC) seraient déjà dans la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, pour soutenir les soldats locaux dans leur lutte contre les terroristes, indique l'Agence de presse africaine (APA). Pour sa part, citant le quotidien mozambicain «Noticias», le site southerntimesafrica.com rapporte également que les autorités de la RDC ont proposé d'aider les forces de défense et de sécurité mozambicaines dans la lutte contre l'intégrisme islamique dans cette province de Cabo Delgado.

Selon ce média, le commandant général de la police congolaise, Dieudonné Amuli, a exprimé cet intérêt à son homologue mozambicain, Bernadino Rafael, pendant que les deux hommes assistaient à une réunion des commandants de police de la Sadc à Luanda. Le commandant général de la police tanzanienne, Simon Nyankoro Siro, assistait également à cette réunion. Le Mozambique a déjà conclu un accord avec la Tanzanie pour lutter contre l'extrémisme islamique à Cabo Delgado. «Le Mozambique a eu ce problème pendant huit mois. La RDC l'a eu pendant deux ans, et la Tanzanie pendant environ un an et demi. Nous avons eu une première réunion à Luanda, où chacun des États a mieux compris ce qui se passe avec ce phénomène. Une deuxième réunion aura lieu prochainement, afin que nous puissions aligner notre position pour mieux lutter contre ces criminels», a déclaré Bernadino Rafael.

Des djihadistes mozambicains en RDC

À en croire southerntimesafrica, des Mozambicains ont été recrutés pour faire du «djihad» en RDC, car trois d'entre eux ont été capturés par l'armée congolaise et rapatriés au Mozambique en mars. Les trois hommes venaient tous de Cabo Delgado et ont dit avoir été recrutés par des gens qu'ils ont décrits comme des «cheikhs tanzaniens et burundais» qui leur ont promis des bourses pour étudier dans une madra-



Photo Adrien Barbier/AFP

sa (école coranique) en Tanzanie. Mais ils se sont retrouvés dans une base militaire au Congo, se battant contre les autorités congolaises.

En outre, poursuit le média, ils ont dit avoir quitté le Mozambique en août 2017, deux mois avant que le soulèvement islamiste à Cabo Delgado ne commence par des attaques contre des installations policières dans le district de Mocimboa da Praia. L'un de ces rapatriés, Abduremane Ali, 34 ans, était pêcheur dans le district de Cabo Delgado, à Macomia. Il a déclaré aux journalistes qu'un cheikh tanzanien lui avait promis un salaire mensuel de trente mille meticaïs (environ quatre cent quatre-vingt-cinq dollars) pour étudier le Coran et suivre un entraînement militaire. « Ils m'ont simplement dit que c'était de faire le djihad, c'est-à-dire de se battre contre le gouvernement. Ils m'ont donné un passeport et je suis allé en voiture en Tanzanie, puis dans un camp d'entraînement au Congo. Quand j'ai atteint la base, ils ont pris le passeport, mon téléphone portable et l'argent que j'avais dans ma poche. J'ai été capturé le jour où les forces armées congolaises ont attaqué notre base, et certains Mozambicains qui avaient été recrutés plus tôt ont perdu la vie dans cette action », aurait-il déclaré.

Trente-deux Tanzaniens arrêtés au Mozambique

La nature transfrontalière de ce terrorisme islamique ressort également du fait

que trente-deux Tanzaniens sont parmi ceux qui ont été arrêtés à Cabo Delgado et attendent maintenant leur procès. Pour Bernadino Rafael, cité par southerntimesafrica.com, les Mozambicains qui se sont retrouvés en RDC ont été attirés par des promesses d'éducation coranique ou d'autres incitations religieuses. D'autres sont allés en Tanzanie après qu'on leur a promis des emplois et une vie meilleure. Il a rappelé un cas où des habitants du district côtier de Memba, dans la province de Nampula, ont été recrutés pour travailler dans la pêche, mais avaient été envoyés pour rejoindre les rangs des djihadistes. Le numéro un de la police mozambicaine a exhorté les familles mozambicaines à faire prendre conscience à leurs fils qu'ils ne devraient pas accepter ce genre de recrutement et ne devraient pas croire aux promesses d'emplois, ou qu'ils deviendraient des chefs religieux.

Des attaques répétées dans le Nord

Depuis octobre dernier, la province de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique, a été secouée par une série d'incidents attribués à un groupe de jihadistes connu sous le nom d'al-Shabab, les « jeunes » en langue arabe. Ce groupe, selon la police, est responsable d'au moins trois attaques meurtrières ces deux dernières semaines qui auraient causé la mort d'au moins trente-sept personnes, selon Amnesty International. La dernière attaque, indique l'ONG internationale, s'est déroulée le 6 juin, dans le village de Namaculo, dans le

district de Quissanga (près de la frontière avec la Tanzanie) où des assaillants ont attaqué à l'aube, massacrant une dizaine de personnes à coup de machettes et incendiant des habitations, laissant entendre des témoins. Un autre village, attaqué le 5 juin, est celui de Naunde, dans le sud du district de Macomia, qui serait également vidé de sa population. Au moins dix personnes ont été massacrées aussi à coup de machettes dans la dernière attaque à Cabo Delgado. La semaine dernière, les forces armées du Mozambique ont tué neuf membres présumés d'Al Shabab, dans le cadre d'une contre-offensive dans le district de Palma, où le groupe avait peu avant décapité dix personnes, dont deux enfants. Amnesty international demande que les responsables présumés de ces actes soient déferés devant la justice, dans le cadre de procès équitables.

Secte islamiste

Le groupe Ahlu Sunnah Wa-Jamma (« les gens de la sunna » en arabe) est une secte islamiste principalement basée à Mocimboa da Praia, une ville du nord-est du Mozambique, dans la province de Cabo Delgado. Formée en 2014, cette organisation prône un islam radical et est issue d'une dissidence de la principale organisation islamique du pays. Cette secte s'est d'abord militarisée et s'est tristement fait connaître le soir du 5 octobre 2017, lorsqu'une trentaine d'hommes armés a lancé une attaque contre un commissariat de police et une caserne de l'armée, semant la confusion pendant deux jours dans la ville de Mocimboa da Praia. Depuis le début de l'année, ce groupe a commis vingt attaques. Les autorités soutiennent qu'il n'y a aucun lien entre ce groupe et les shebabs de Somalie. Près de quatre cent soixante-dix membres de cette secte ont été arrêtés par la police, depuis octobre, pour usage d'armes interdites, homicide ou encore mercenariat. Selon Fernando Lima, rédacteur en chef du quotidien mozambicain «Savana», cité par «Radio France internationale», le groupe compte plusieurs centaines de personnes, majoritairement des Mozambicains, mais également des Tanzaniens.

Patrick Ndongidi

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaires des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Durly Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé / Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngonzo

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepeschesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PROJET GRAND INGA

La société civile dénonce une gestion opaque

Dans un communiqué conjoint publié le 6 juin, des organisations non gouvernementales (ONG) se disent inquiètes de la façon dont le gouvernement mène le projet, sans aucun souci de transparence.

La société civile fait constater, dans son document, que le gouvernement congolais n'était pas disposé à améliorer le niveau de la transparence dans la gestion du projet Inga 3. « Une situation ici traduite par l'absence d'une consultation préalable de la population et les communautés locales ; la rétention de l'information, notamment le cas de l'ordonnance n°004/018 portant dispositions complémentaires relatives au statut, à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour le développement et la promotion du projet Grand Inga (ADPI), non disponible pourtant adoptée le 9 janvier 2018 », ont affirmé les ONG dans leur communiqué.

La société civile s'estime marginalisée

Ces organisations regrettent également que la société civile, qui est partie prenante au projet, se retrouve très marginalisée dans le processus, puisqu'écartée sur

le mécanisme de partage d'informations. « Pourtant, elle porte la voix des communautés locales et de la population congolaise », ont-elles fait savoir.

Face à ce constat amer, la société civile congolaise pense que soutenir un projet qui ne respecte pas les normes et lois au niveau interne et externe, notamment en rapport avec l'implémentation des études d'impacts environnementaux et sociaux avant le lancement des appels d'offres, ainsi que sur l'accès à l'information pour tous, serait soutenir un projet qui aura des effets irréversibles sur le pays. Ces effets, estiment les ONG, auront un impact direct sur l'environnement à travers la modification des écosystèmes fluviaux et la survie de certains espèces aquatiques ; le déplacement forcé des communautés locales ; ainsi que sur l'économie du pays avec un endettement probable. Fortes de toutes ces raisons, elles recommandent au gouvernement de la RDC de décréter un moratoire sur le projet Inga 3.

La réaction de la société civile aurait été motivée par des informations selon lesquelles



Le point de presse du lancement de la campagne de sensibilisation aux enjeux du projet Inga/Adiac

le chargé de mission du chef de l'État chargé de l'ADPI, l'ex-ministre de l'Énergie, Bruno Kapandji Kalala, séjournerait à Paris depuis début juin et qu'il serait prévu, dans son programme, des réunions stratégiques avec un

groupement conseil du gouvernement et deux consortia sur le projet d'Inga. Mais déjà ces ONG œuvrant dans le suivi du projet Grand Inga et Inga 3 mènent une campagne à travers Kinshasa et le Kongo central en vue

de sensibiliser la population aux enjeux de ce projet ainsi qu'un plaidoyer en sa faveur. Cette campagne vise les étudiants de l'Ista et de l'ISPT, les leaders des associations des jeunes, des femmes, etc.

Lucien Dianzenza

LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE D'ÉBOLA

Plus de deux mille personnes vaccinées

La campagne de vaccination lancée le 21 mai dernier, dans la province de l'Équateur, a permis d'atteindre au total deux mille deux cent quatre-vingt quinze personnes, dont sept cent treize à Mbandaka, quatre cent quatre-vingt-dix-huit à Bikoro, mille cinquante-quatre à Iboko et trente à Ingende.

Les différentes interventions déployées sur le terrain ont contribué à la réduction des cas dans les zones de santé touchées par la maladie à virus d'Ébola. La situation épidémiologique révèle la diminution des cas de fièvre passant, en date du 10 juin, à cinquante-cinq dont trente-huit confirmés, quatorze probables et trois suspects contre soixante-six cas de fièvre hémorragique rapportés le 9 juin.

Malgré la maîtrise de l'épidémie, le village d'Itipo continue à notifier des cas confirmés un peu plus d'un mois après le lancement de la riposte. Cette localité est désormais le centre de toutes les attentions pour renforcer la lutte afin d'arrêter la circulation de la maladie. Raison pour laquelle le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga Kalenga, et le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Dr Tedros Adhanom, ont effectué, le 11 juin, le déplacement à Itipo pour se rendre compte du niveau de l'organisation de la riposte.

À Itipo, le patron de la Santé publique a échangé avec les experts de son ministère pour évaluer le travail fait sur le terrain, dans le cadre de la lutte contre la présente épidémie. Il les a félicités pour avoir été en mesure, en une dizaine de jours, de mettre en place toutes les composantes de la riposte et une coordination efficace malgré des conditions logis-



Le ministre de la Santé et le directeur général de l'OMS entourés par les membres de l'Association nationale des vainqueurs d'Ébola

tiques difficiles. Le Dr Oly Ilunga Kalenga a été particulièrement impressionné par le fonctionnement des commissions locales et le mécanisme de suivi des alertes ainsi que des contacts grâce à des équipes d'intervention rapide qui vont de village en village à moto. Ces experts ont également réussi à instaurer un véritable dialogue avec les communautés des pygmées qui leur a permis de faire accepter plusieurs mesures de santé publique, y compris l'enter-

rement sécurisé. Dans le cadre d'une prise en charge médicale de proximité des cas, un centre de traitement a été installé à Itipo pour soigner sur place les malades. Bien avant, les patients étaient pris en charge temporairement dans un centre de transit à Itipo avant d'être transférés à l'Hôpital général de référence de Bikoro, se retrouvant ainsi éloignés de leur famille. Désormais, tous les malades pourront être soignés

près de chez eux. Le ministre de la Santé publique et le directeur général de l'OMS ont clôturé leur visite par une rencontre avec l'Association nationale des vainqueurs d'Ébola (Anve). Cette association regroupe aussi bien les personnes guéries de la maladie que leurs proches. Lors de la séance des échanges avec leurs hôtes, ils ont partagé des témoignages poignants. Bien que les membres de cette association aient perdu tous leurs

biens matériels qui ont été détruits afin d'éviter toute contamination, ils ont partagé des messages remplis d'espoir pour le futur et se sont montrés reconnaissants pour cette seconde chance qui leur a été donnée. Le ministre de la Santé s'est engagé à les soutenir à travers l'Anve afin de les aider à commencer une nouvelle vie.

Blandine Lusimana

FESTIVAL RUMBA PARADE

Le CD de la quatrième édition déjà disponible

Le lot des deux mille exemplaires de l'album qui n'est pas à vendre, réalisé par le studio Sabab sous la houlette du pôle Eunic-RDC, comprend huit titres enregistrés en live lors des concerts livrés du 14 au 16 décembre 2017.

La production d'un CD de la quatrième édition du Festival Rumba parade, aux dires du directeur artistique Brain Tshibanda, a été faite avec le concours des groupes participants. Tenus de proposer chacun un morceau de leur choix pour en constituer le répertoire, ils ont accepté la proposition de l'organisation qui, à son tour, a tenu parole. Le CD produit est en distribution depuis quelques jours et comporte huit morceaux des groupes prestataires. Les deux invités étrangers, à savoir Zao du Congo-Brazzaville et MM Yetu d'Angola, sont en tête de liste dans «Adam & Eve» et «Tabalissimo».

Pour le compte de Kinshasa, il y a Petit Wendo, Lipopo Music, Ferre Gola, Jean Goubald et Bakolo Music international. Invité à l'événement depuis Lubumbashi, le groupe Francesco et Manus y a placé «Bayeke», tube de feu Jean Bosco Mwenda. Ainsi donc, les compositions personnelles de certains se mêlent à des interprétations ou adaptations jouées sur le podium en décembre. «*Le CD est une version live du Festival Rumba parade car des captations ont été faites lors des concerts par un partenaire, en l'occurrence Zola Tempo. Il a capturé tous les morceaux choisis et réalisé ensuite un nettoyage dans son studio. Le travail définitif a été fait en France*», a dit Brain Tshibanda au «*Courrier de Kinshasa*».

L'album estampillé Festival Rumba parade 4e édition n'est pas à vendre, il est distribué gratui-

tement, a averti le directeur artistique. Financés par la délégation de l'Union européenne, les deux mille exemplaires produits ont pour premiers destinataires les musiciens des différents groupes précités, les membres du pôle Eunic, co-organisateurs du festival et la population, notamment les officiels congolais, les diplomates, les artistes et les journalistes.

Pour la cinquième édition, des innovations sont envisagées. Il s'agit précisément du déroulement de l'événement qui se passera désormais en deux temps. «*Les dates sont déjà connues, d'abord à Kinshasa, du 13 au 15 septembre, puis à Lubumbashi, du 5 au 7 octobre*», a signalé Brain Tshibanda. «*En 2019, ce sera pareil sauf que nous passerons du Haut-Katanga à une autre province du pays. Il y aura également production de CD. Par ailleurs, tous les textes des travaux scientifiques seront repris dans un ouvrage*», a-t-il ajouté. Si la quatrième édition Rumba parade a ouvert ses portes au Congo-Brazzaville et à l'Angola, cette année, le festival va élargir son horizon avec un clin d'œil à Cuba. «*Probablement, si les moyens le permettent, nous ferons venir un artiste d'Allemagne, un Congolais qui a immigré depuis quelques années et va revenir au pays avec une autre approche de la rumba*», a renchéri le directeur technique du Festival Rumba parade.

Pérenniser la rumba

Pour Brain Tshibanda, le bilan du festival est assez positif. «*Dès l'entame de ce festival, l'idée était de mettre en valeur les anciens. Nous pensions évidemment à Jeannot Bombenga,*



Lutumba, Guvano, ces vieux artistes qui se maintiennent encore sur scène», a-t-il indiqué. Il s'est réjoui, d'ailleurs, d'avoir réussi ce pari car aujourd'hui, cinq ans plus tard, Lutumba n'est plus actif. «*Heureusement que nous l'avions eu à ce moment-là pour prester. Jeannot Bombenga et Guvano, qui est encore assez jeune comparé à ses deux aînés, n'ont pas encore quitté le devant de la scène*», a-t-il dit, très ravi.

Pour Rumba parade, il s'agit là de la première catégorie des acteurs vivants de la rumba congolaise. Brain Tshibanda a renchéri à ce propos : «*Dans la deuxième, nous mettons notamment JB Mpiana, Werason, Koffi Olomide, Karma-pa et Wazekwa. Et, il y a une troisième où se retrouvent les plus jeunes qui sont une sorte de tremplin. Ce sont eux la relève qui va assurer la pérennité*

de la rumba. Nous avons pris comme groupes pilotes Petit Wendo et Pamoja. Ils récupèrent les morceaux des années 1940 à 1960, les travaillent et les interprètent. Vu qu'ils ne sont pas encore en mesure de faire des compositions personnelles, ils s'arrêtent aux interprétations et adaptations. Du reste, nous avons à l'idée de faire en sorte qu'ils commencent d'abord par s'imprégner de la rumba, comprendre ce que c'est, ses origines, ses bases et fondements. Ce qui pourra les outiller pour qu'ils cheminent à leur tour dans cette voie».

Telle est la stratégie mise en place par les organisateurs du festival pour pérenniser la rumba. Par ailleurs, ils ne cachent pas leur satisfaction d'avoir sorti en sus un opus au bout de quatre éditions.

Néanmoins, le festival a souvent été critiqué pour avoir établi ses

Un extrait de la prestation de Ferre Gola à Rumba parade

quartiers à la Gombe. À ce sujet, Brain Tshibanda explique qu'au départ, la priorité était d'asseoir l'événement avant de sortir du cadre habituel. «*Nous pensions déjà, depuis la troisième édition, qu'il devienne vraiment populaire en sortant de la commune de la Gombe. Nous avions prévu une soirée à Limete, qui est déjà proche de la grande cité, pour la quatrième édition, mais nous n'avons pas pu la réaliser pour des raisons sécuritaires. C'est, d'ailleurs, à la dernière minute que nous l'avions ramenée à la Gombe*», s'est-il justifié.

C'est donc promis, la cinquième édition va sortir de la Gombe. Pour Lubumbashi, aucun problème ne se pose. «*Ce sera dans un cadre populaire et en plein air*», a assuré Brain Tshibanda.

Nioni Masela

RESTRUCTURATION DE LA JUSTICE

De nouveaux animateurs des institutions judiciaires

Les nouvelles nominations sont intervenues quelques semaines après la désignation des neuf juges à la Cour constitutionnelle et à quelques jours du dépôt des candidatures à la députation provinciale.

Le processus de la réforme de la justice se poursuit. L'éclatement de la Cour suprême de justice en trois juridictions distinctes, conformément à la restructuration du secteur telle qu'envisagée est aujourd'hui effective.

La nomination, le 11 juin, par le président de la République, Joseph Kabila, de nouveaux animateurs des institutions judiciaires du pays dont la Cour

constitutionnelle répond justement à ce besoin d'accompagner la réforme de la justice en assurant l'effectivité des nouvelles juridictions. Ainsi donc, quelques semaines après la désignation des neuf juges à la Cour constitutionnelle et à quelques jours du dépôt des candidatures à la députation provinciale, le chef de l'État vient de nommer des magistrats au parquet général près la Cour constitutionnelle, au Conseil d'État, à la Cour de cassation ainsi qu'au niveau des parquets généraux de ces deux dernières hautes juridictions. Au terme de ces ordonnances, Emmanuel Minga Nyamakweyi a été promu procureur général près la Cour constitution-

nelle. Mokola Mpiku et Sulu Fumwashi ont, quant à eux, été nommés premiers avocats généraux près la Cour constitutionnelle.

Toujours dans cette série d'ordonnances, Jeanne Comana Mubele, Kalambayi Tshikuku Mukishi et Delphine Lenge Senga Banza ont été nommés avocats généraux près la Cour constitutionnelle. Jérôme Kimpele Kitoko, Flory Numbi Kabange et Félix Vundwawe Te Pemako sont nommés respectivement premier président de la Cour de cassation, procureur général près la Cour de cassation et premier président du Conseil d'État.

Alain Diasso



Les membres de la Cour constitutionnelle lors d'une audience publique

MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUE
 PROJET DES REFORMES INTEGREES DU SECTEUR PUBLIC
 AGENCE FIDUCIAIRE DU PROJET
 Courriel : prispcongo@gmail.com

N° AVIS : AMI N° 16/PSTAT MANIFESTATIONS D'INTERET/PRISP/DMI/C/18-PPA IDA V0780-CG

1-Le Gouvernement de la République du Congo a reçu une avance sur le crédit de l'Association internationale de développement (IDA) pour la préparation du « Projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce crédit pour effectuer les paiements au titre du contrat : « Modernisation du Système de Gestion des Impôts de la République du Congo ».

2-L'objectif de la mission vise à moderniser le système d'information de gestion des impôts de la République du CONGO.

1.1.Objectifs spécifiques

Pour y parvenir, les objectifs spécifiques seront poursuivis, il s'agit de :

- concevoir et mettre en œuvre un nouveau système de gestion des impôts de la République du Congo ;
- former et accompagner les acteurs (informaticiens, responsables métiers et utilisateurs) dans l'exploitation du système ;
- assurer un transfert de connaissances envers l'équipe informatique de l'administration congolaise pour assurer l'appropriation technique du système ;
- rendre opérationnel le système tout en assurant son évolution pour une période de douze (12) mois d'exploitation.

3-Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de solliciter des consultants pour faire partie de la liste restreinte en vue de la consultation relative à la mission.

4-L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) en sa qualité d'Agent Fiduciaire du Projet des Reformes Intégrées du Secteur Public (PRISP), invite les candidats éligibles, à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les cabinets peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives. Les cabinets doivent fournir les informations ci-après : (i) la qualification pour exécuter les services présentés, les missions similaires (brochures, références de l'exécution de contrats analogues, etc) ; (ii) les capacités

techniques (personnel permanent etc.) ; les domaines d'intervention ainsi que les années d'expérience du cabinet ; les références des clients bénéficiaires des prestations décrites. Les cabinets ne doivent pas inclure dans la manifestation d'intérêt des curriculum vitae, des documents légaux, des certificats d'incorporation et/ou une méthodologie de travail. Ils devront avoir déjà réalisé des missions comparables, fournir la liste des missions pour lesquelles sa compétence a été mobilisée et attestations de bonne exécution.

5-Les cabinets seront sélectionnés en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation de Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) de la Banque Mondiale, Edition de juillet 2016.

6-Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet du document de référence à l'adresse ci-dessous, de 8 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

7-Les manifestations d'intérêt devront être soumises en français en six (06) exemplaires dont un (01) original à l'adresse ci-dessous au plus tard le 26 juin 2018 à 16 h 00 (heures locales) et porter la mention « manifestation d'intérêt pour la Modernisation du Système de Gestion des Impôts de la République du Congo ».

8-L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est:

Bureau Passation de Marchés
 A l'attention du Coordonnateur
 PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES
 UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE,
 DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS UNIS D'AMÉRIQUE
 AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO
 Tél : +242 22 613 31 08:
 prispcongo@gmail.com.

SOMMET DE SINGAPOUR

Pyongyang et Washington affichent leur optimisme sur la dénucléarisation attendue

Le président américain, Donald Trump, et son homologue nord-coréen, Kim Jong Un, ont manifesté leur entente, le 12 juin, en signant un document qui préseigne un optimisme sur la dénucléarisation de la Corée du Sud appelée d'ouvrir une nouvelle ère dans les relations bilatérales.

Dans le document conjoint paraphé à l'issue d'un sommet historique, les Etats-Unis ont assuré qu'ils garantiront la sécurité de la Corée du Nord. « Le président Trump s'est engagé à fournir des garanties de sécurité » à ce pays, indique le texte. De son côté, le dirigeant nord-coréen a réaffirmé son engagement envers une « dénucléarisation complète de la péninsule coréenne », selon le même document qui ne mentionne pas l'exigence américaine de « dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible », formule qui signifie l'abandon des armes et l'acceptation d'inspections.

Pour certains analystes, la dénucléarisation annoncée pourrait ne pas se faire, parce que la formulation de la déclaration commune reste assez vague, y compris en matière de calendrier. Le texte reprend de précédents engagements de Pyongyang, jamais mis en œuvre, sans tenir compte de ce que réclamait Washington avant le sommet de Singapour. « Kim Jong Un a réaffirmé son engagement ferme et inébranlable en faveur d'une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne », est-il écrit dans ce texte, que les deux hommes se sont engagés à mettre en œuvre « dans sa totalité » et « très rapidement ». Commentant les engagements pris dans ce docu-

ment, Vipin Narang, professeur au Massachusetts institute of technology, a dit que « la Corée du Nord n'a rien promis de plus qu'au cours des vingt-cinq dernières années ». « A ce stade, il n'y a aucune raison de penser que ce sommet débouche sur quelque chose de plus concret que cela sur le front du désarmement », a-t-il précisé.

Historiens et analystes rappellent à l'unisson que le régime de Pyongyang est passé maître dans l'art des promesses non tenues. Ils ont évoqué des accords conclus en 1994 puis en 2005, sans qu'aucun d'entre eux ne soit réellement appliqué. A l'International crisis group pendant ce temps, on qualifie cette rencontre de positive. « C'est une énorme victoire pour Kim Jong Un, qui a fait un véritable coup avec son face-à-face avec le président », a relevé Michael Kovrig, membre du groupe à Washington, soulignant que le père de Kim Jong Un comme son grand-père « en avaient rêvé ». « Pour les Etats-Unis comme la communauté internationale, c'est un point de départ positif pour des négociations qui devraient être longues et difficiles », a-t-il ajouté.

Kim Jong a estimé, après sa première rencontre avec Donald Trump marquée par des poignées de main appuyées entre les deux hommes,

avoir « tourné la page du passé » et « surmonté de nombreux obstacles ». Quant au président américain, il a déclaré que leur « rencontre fantastique » s'était déroulée « mieux que quiconque aurait pu imaginer », en se disant prêt à inviter le leader coréen à la Maison-Blanche.

Quelques pays saluent le document signé par les deux dirigeants

Principale alliée de la Corée du Nord, la Chine a salué, le même jour, le sommet de Singapour, tout en appelant à nouveau à une « dénucléarisation totale » de sa voisine, ainsi que le réclamait les Etats-Unis. « Aujourd'hui, le fait que les plus hauts dirigeants des deux pays soient assis côte à côte pour des pourparlers d'égal à égal a un sens important et constitue le début d'une nouvelle histoire », a déclaré, devant la presse, le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. « En même temps, il faut qu'il y ait un processus de paix pour la péninsule (coréenne) afin de résoudre les préoccupations raisonnables de la Corée du Nord en matière de sécurité », a-t-il souligné, promettant que son pays continuera à jouer un rôle majeur dans les engagements pris par les deux parties.

Pour convaincre la Corée du Nord à abandonner son programme nucléaire, la Chine a appliqué ces dernières années les sanctions internationales, provoquant la colère des autorités nord-coréennes. Mais

Pyongyang et Pékin se sont rapprochées récemment, permettant à Kim Jong Un d'effectuer deux visites en Chine depuis le début de l'année, ses premiers voyages à l'étranger depuis son arrivée au pouvoir en 2011.

La France, par la voix de la ministre française des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, a salué le document prévoyant une « dénucléarisation complète de la péninsule coréenne ». « Je doute que tout ait été atteint en quelques heures, mais c'est un pas significatif », a-t-elle déclaré sur la chaîne de télévision LCP, en référence au sommet historique qui vient de réunir les dirigeants américain et nord-coréen à Singapour, après des décennies de tensions autour des ambitions atomiques de Pyongyang. « Cette rencontre est en soi un événement significatif », a commenté la ministre, ajoutant que « ce qu'on attend tous, c'est le début d'une négociation sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne ».

Pour le Premier ministre japonais, Shinzo Abe, le document paraphé par les présidents américain et nord-coréen est un « premier pas ». « A travers ce sommet USA-Corée du Nord, l'intention du président Kim Jong Un de voir une dénucléarisation complète de la péninsule coréenne a été confirmée par écrit. Je soutiens ce premier pas vers une résolution d'ensemble des questions concernant la Corée du Nord », a-t-il dit devant la presse. Le chef de l'Agence internationale

de l'énergie atomique et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, ont également joint leurs voix à celles d'autres dirigeants du monde pour saluer le résultat du sommet Trump-Kim à Singapour. La Russie a dit considérer la rencontre Trump-Kim comme un événement « positif ». « Nous avons regardé la télévision, suivi les commentaires qu'ont fait les deux parties. Nous n'avons pas vu les documents, je crois qu'ils ne sont pas encore publiés. Mais le seul fait que cette rencontre a eu lieu est, bien sûr, positif », a déclaré le chef de la diplomatie russe, cité par l'agence Ria Novosti.

L'Union européenne, quant à elle, voit dans le sommet qui vient de se tenir à Singapour une « étape capitale et nécessaire » vers une dénucléarisation de la péninsule coréenne. « L'objectif ultime, partagé par l'ensemble de la communauté internationale et exprimé par le Conseil de sécurité des Nations unies, demeure la dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne. La déclaration commune signée aujourd'hui par les dirigeants des Etats-Unis et de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, nom officiel de la Corée du Nord) indique clairement que cet objectif peut être atteint », s'est félicitée la représentante de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, dans un communiqué.

Nestor N'Gampoula

ENVIRONNEMENT

Congo Terminal s'engage dans la lutte contre la pollution marine à Pointe-Noire

Dans le cadre de la journée mondiale de l'Océan célébrée cette année sous le thème « Agir pour des océans propres », les agents de la société Congo Terminal sous la conduite de leur directeur général, Laurent Palayer se sont déployés le 8 juin le long de la plage de Pointe-Noire pour une grande opération de ramassage des bouteilles et sacs en plastiques

Cette première édition a connu la participation de près de quarante agents de Congo terminal qui ont accompli ce geste très louable avec enthousiasme. Trois heures du temps durant, le directeur général de Congo Terminal, Laurent Palayer et ses agents déployés le long de la plage ont procédé à l'assainissement d'une étendue de plus de 3 km allant de la plage de GPLsa en passant par la Digue, Cotecna en terminant ladite opération de ramassage des bouteilles et sac en plastique par la plage de leur Société, un des point culminant des débris qui se déverse dans la mer.

En effet, malgré l'image affligeant qu'affichait cette plage, les bénévoles de Congo Terminal appuyés par les membres de l'association La Bouée Couronne, ONG spécialisée dans l'assainissement de l'environnement marin ont réparé chacun sa part de pollution. Au bout de 2 heures de ramassage des ordures, la plage a changé de physionomie, plus de 100 sacs à ordures ont été remplis non seulement par des bouteilles en plastiques mais aussi, des vieilles caisses en plastiques des pêcheurs, des sacs et autres



objets en fin de cycle.

Soulignons que selon les chiffres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), environ 5.000 milliards de sacs en plastique sont, chaque année, consommés dans le monde. Ce qui représente 10 millions de sacs plastiques consommés par minute alors que 9% seulement des neuf milliards de tonnes de plastique produites sur Terre ont été recyclées. Le reste termine dans des décharges mais aussi dans la nature ou dans les mers et océans, causant un véritable fléau mondial puisque dans tous les types de milieu, le plastique met des centaines d'années à se décomposer s'il n'est pas ingurgité par les animaux auparavant. L'ONU assure que des concentrations élevées de matières plastiques, et en particulier de sacs en plastique, ont été retrouvées dans les voies respiratoires et les estomacs de centaines d'espèces animales. « Environ 13 millions de tonnes de plastique pénètrent dans nos océans chaque année, nuisent à la biodiversité, aux économies et

probablement à la santé des humains », explique le rapport.

Satisfait de la réussite de cette première édition, Laurent Palayer a souligné qu'il était nécessaire de communiquer à l'ensemble des travailleurs de Congo Terminal et à leur famille mais également à la population que la pollution est la responsabilité de tous. « Aujourd'hui la consommation des produits plastiques est excessive. Nous avons d'ailleurs pris conscience de cela il y a plus de 3 ans en supprimant la distribution des bouteilles d'eau à nos agents, ce qui représentait une distribution de 250 000 bouteilles par mois, en quatre ans, nous les avons remplacé par des fontaines avec de l'eau filtrée et traitée », a-t-il martelé.

Le directeur général de Congo Terminal a affirmé que, cette nouvelle action s'inscrivait dans le cadre de la politique de développement durable et de protection de l'environnement à laquelle, cette société est particulièrement engagée. « Aujourd'hui on a essayé de réparer un acte de cette pollution et l'idée

dans le futur c'est de limiter ces pollutions avant qu'elle n'arrive à nos plages et océans. L'action menée est certes symbolique mais, c'est pour donner une idée à l'ensemble des travailleurs de la Société à prendre conscience que chaque geste de consommation au quotidien et de gestion de ses débris à une incidence et des conséquences à long terme ».

Il a, cependant, félicité l'initiative du gouvernement qui avait pris la mesure d'interdire la fourniture des sacs en plastique au Congo. « Nous avons adhéré à cette première initiative qui avait été engagée par le gouvernement d'interdire la fourniture de sacs en plastique dans les supermarchés et les marchés qui devraient être remplacé par les sacs en papier », car a-t-il poursuivi d'après les sondages, d'ici à 2030 il y aura plus de plastique que des poissons dans l'océan. « Ce qu'il faut comprendre a-t-il renchérit, toutes les rivières mènent aux océans et aux mers, donc à partir du moment où vous consommez quelque chose et vous jetez le plastique, de façon inéluctable, celui-ci arrivera un jour dans l'océan et rentrera à terme dans la chaîne alimentaire des poissons et après des humains avec des conséquences à moyen et long terme ensuite pour les générations futures ».

Enfin, face à l'urgence qui s'impose, le directeur de Congo terminal a adhéré à la proposition de ses agents quant à l'organisation d'ici peu de la deuxième édition de cette opération antiplastique tout en doublant le nombre de participants pour plus de performance.

LIBYE

L'ONU renouvelle l'embargo sur les armes

La résolution visant à renouveler, pour une année supplémentaire, les mesures d'embargo sur les armes en Libye a été adoptée à l'unanimité, le 11 juin, par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Par le biais de la résolution 2420, présentée par le Royaume-Uni, le Conseil de sécurité prolonge de douze mois les autorisations définies par la résolution 2357 de juin 2017 qui visent à mettre en place un embargo strict sur les armes au large des côtes libyennes. La résolution renouvelle notamment l'autorisation pour les Etats membres, agissant de manière indépendante ou dans le cadre d'une organisation régionale, de procéder à des inspections en mer des navires croisant au large des côtes libyennes, ainsi que des navires se dirigeant vers ou venant de Libye, dès lors qu'il existe une raison de soupçonner qu'ils enfreignent l'embargo sur les armes. La résolution renouvelle également l'autorisation pour les Etats membres de saisir et de détruire les armes et munitions trouvées au cours de l'inspection de ces navires.

J.M.L.

CEEAC

Dix millions d'armes légères circulent illégalement

La situation a occasionné, en dix ans, la mort de vingt mille personnes au sein de l'organisation sous-régionale en proie à de violents conflits armés.

« Environ vingt mille personnes ont été tuées en dix ans à cause des armes légères et de petits calibres » dans cette zone minée par d'innombrables foyers de tension, a alerté un responsable de l'ONU, le 11 juin à Yaoundé (Cameroun), qui a estimé à plus de dix millions le nombre de ces armes en circulation illicite.

Les chiffres avancés soulignent l'ampleur des trafics associés à la circulation illicite de ces armes au sein de cette organisation régionale composée de onze pays d'Afrique centrale. « Trois de ces pays, le Burundi, la Centrafrique et le Congo-Kinshasa, à cause de violents conflits armés enregistrés sur leurs territoires respectifs, sont cités comme les plus touchés par ce phénomène en Afrique, continent qui recense cent millions des armes évoquées sur un total d'environ huit cent soixante-quinze millions répertoriées dans le monde », selon les es-

timations.

Pour Ivor Richard Fung, secrétaire général de la conférence de Kinshasa, la porosité des frontières des pays de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) représente l'une des causes de ce phénomène, avec le déficit de sécurité physique des stocks d'armes et de munitions légaux et l'absence d'un mécanisme de contrôle des flux d'armes dans la zone. « Nous avons vu des cas où les magasins d'armes ont été vandalisés, donc il y a eu une fuite, une sorte de diversion des armes légalement

tenues par les Etats et qui se retrouvent au sein de la population civile. Nous avons également le fait qu'il y a des fabrications d'armes qui ont poussé dans certains Etats », fait-il observer.

Small arms survey évoque aussi le cas des milliers d'armes et des millions de munitions dérobées par des groupes armés aux forces de maintien de la paix. L'organisme de recherche indépendant estimait à plus de six milliards de dollars américains le commerce international des armes légères en 2014.

« De même, plus de cinq cent mille explosions ont été enregistrées à la suite de la fabrication ou de l'utilisation de ces armes » dans le monde,



a souligné Lejeune Mbella Mbella, ministre camerounais des Relations extérieures, à l'ouverture de la première conférence des Etats parties à la Convention de Kinshasa, dont les discussions s'étaleront sur trois jours jusqu'au 13 juin sur le thème « L'accès des acteurs non-étatiques aux armes légères et de petit calibre : une menace pour la paix et à la sécurité des Etats de l'Afrique centrale ».

En vigueur depuis le 8 mars 2017 après son adoption sept ans auparavant, cet instrument juridique international milite pour le contrôle des armes légères et de petit calibre, de leurs munitions et des composants et pièces pouvant servir à leur fabrication, réparation et assemblage au sein des pays membres de la CEEAC.

Au cours de cette rencontre, les représentants de ces pays se sont donné rendez-vous à Yaoundé pour faire avancer la concrétisation des mesures mises en place afin d'endiguer la prolifération de ces armes, notamment celles aux mains de groupes armés et de civils non autorisés.

Josiane Mambou Loukoula

" Enfin au CONGO ! "

Condor

Prenez votre envol !

" SOYEZ LES BIENVENUS ! "




- Qualité, Prix, Service après vente assuré


 Camp Clairon, Brazzaville, Congo
 en face de la station Fura


 05 035 06 06

www.condor.dz



**PLAN ÉPARGNE
LOGEMENT**

www.bch.cg

Formule
"clé en main"
Taux à 3,5%
seulement*

*offre soumise à conditions



Souscrivez au Plan Epargne Logement

Un taux de rémunération exceptionnel adapté à vos besoins

Un vrai partenaire

Tableau récapitulatif

Régime catégorie	Régime 4 ans		Régime 5 ans		Régime 6 ans	
	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit	Epargne	Crédit
A	50.000	5.271.000	40.000	6.754.000	33.000	8.221.000
B	60.000	6.330.000	48.000	8.105.000	40.000	9.965.000
C	80.000	8.441.000	64.000	10.807.000	54.000	13.452.000
D	100.000	10.551.000	80.000	13.509.000	67.000	16.691.000
E	120.000	12.661.000	96.000	16.211.000	80.000	19.929.000
F	140.000	14.771.000	112.000	18.912.000	94.000	23.417.000
G	160.000	16.881.000	128.000	21.614.000	107.000	26.665.000
H	180.000	18.991.000	144.000	24.316.000	120.000	29.894.000

Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville BP 987, République du Congo



BCH



BCH



+242 22 281 25 88



bch@bch.cg

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

L'expo «Equilibres» prolongée d'une semaine

Le concours Format paysage Land art dont les lauréats ont reçu des prix, le 9 juin, se poursuivra jusqu'au 18 du mois.

La 4^e édition de la rencontre, organisée depuis 2015 au Congo, a connu la participation de dix lycées dont Saint-Exupéry de Brazzaville. Une occasion de présenter les œuvres et la réflexion des élèves sur la thématique des équilibres naturels. En effet, il s'agit de primer les productions réalisées par les élèves en solo ou en groupe avant d'être photographiées et acheminées au lycée Saint-Exupéry où elles sont sélectionnées. S'agissant des prix, c'est l'élève Frédérique Manga du lycée Saint-Exupéry qui a été la plus méritante.

« J'ai pris en photo une goutte d'eau qui tombe sur une plaque et j'ai disposé quelques petits galets autour, juste pour que ce soit un peu plus joli, puis j'ai pris la photo en rafale. J'ai sélectionné la meilleure et pris celle qui me plaisait plus », a-t-elle expliqué, alors qu'elle est à sa première participation.

Cet établissement a également reçu un autre trophée par groupe. Le complexe scolaire la Paillote en a réceptionné deux en groupe au même titre que le lycée Antonio-Agostinho-Neto. Quant au Groupe évangélique de Makélékélé, il a remporté un prix. Pour rappel, ce projet tire

sa substance du Land art, né aux Etats-Unis dans les années 1960 suite à une étude menée sur le comportement séducteur de certains oiseaux en Australie.

Au Congo, le projet est mis en œuvre depuis décembre 2014 avant le lancement de la première édition une année plus tard. « C'est un projet que nous tenons à cœur, nous voulons naturellement que les élèves puissent avoir une culture artistique très importante. Ils doivent développer leurs capacités en ce qui concerne la culture. Nous avons mis un accent sur cette activité pour éventuellement faire de telle sorte que les élèves puissent harmoniser un certain nombre de contenus », a expliqué le coordonnateur adjoint du projet, Guy Médard Dibansa Koussibila.

Enseignant des sciences de la vie et de la terre au lycée Patrice-Lumumba et vacataire au lycée Saint-Exupéry, il a rappelé que l'objectif est de faire parquer un nombre important d'établissements. « Les élèves du secondaire de certains établissements scolaires privés et publics de la place et ceux du lycée Saint-Exupéry participent à ce concours en réali-



sant des productions, tout en se servant du matériel strictement naturel à l'instar des œuvres exposées en ces lieux. Ces œuvres d'art sont réalisées autour d'une problématique proposée chaque année en lien avec les notions inscrites au programme aussi bien dans le système français que dans le système congolais », a-t-il conclu.

Se félicitant de cette initiative, l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery, a indiqué que l'équilibre était ce qui faisait le propre de l'homme. En

effet, l'humanité est définie, selon lui, par la notion d'équilibre et il était essentiel de consacrer cette année cette exposition à cette notion d'équilibre. Le diplomate français en poste à Brazzaville a, ensuite, déclaré que l'équilibre était aujourd'hui menacé dans les rapports de l'homme avec la planète et le cosmos ainsi que dans les rapports entre hommes.

« Le déséquilibre climatique engendre des déséquilibres humains. On les voit avec les populations obligées de fuir des régions frappées par des catastrophes naturelles, on les

Bertrand Cochery avec Frédérique Manga/Adiac voit par les famines et si nous n'y prenons garde, nous aurons d'abord sur le continent sans doute à affronter, dans les années à venir, des déséquilibres naturels entraînant des déséquilibres humains et des déséquilibres migratoires », a rappelé Bertrand Cochery.

Notons que la cérémonie de remise des prix aux lauréats a été rehaussée de la présence du directeur de cabinet du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Adolphe Mbou-Maba.

Parfait Wilfried Douniama

AIRFRANCE
FRANCE IS IN THE AIR



PARIS DONNE DES AILES

À PARTIR DE

585 700 FCFA TTC A/R

AIRFRANCE KLM AIRFRANCE.CG

Au départ de Brazzaville. Tarif aller-retour, toutes taxes comprises et hors frais de service. Achetez dès maintenant et voyagez jusqu'au 25 juin 2018 ou entre le 4 août et le 17 décembre 2018. Achat minimum 7 jours avant le départ pour un séjour de 7 jours à 12 mois maximum. Offre soumise à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous au +33 1 55 49 81 37 (coût d'un appel international vers la France 125 FCFA/mi), de 8h à 19h, sur airfrance.cg ou auprès de votre agence de voyages.

FOOTBALL

Le tournoi de l'unité nationale se termine en beauté

En finale de la compétition, le 9 juin à Kinsoundi, dans le neuvième arrondissement Madibou, l'équipe de Brazzaville sud s'est imposée face à celle de Brazzaville nord par 2-0.

Le match ayant opposé les équipes des deux hémisphères de la capitale s'est inscrit dans le cadre de la célébration du 27^e anniversaire de la Journée de l'unité nationale, célébrée le 10 juin de chaque année. Le coup d'envoi a été donné par l'initiateur de cette activité, le député de Ouesso 2, Léonidas Carrel Mottom Mamoni, accompagné de ses collègues de Dolisie 2, Jeremy Lissouba; de Makélékélé 3, Bonaventure Boundzika; de la circonscription de Ngbala, Golfe Ngozock Misseka; ainsi que des administrateurs maires de Bangongo et Madibou.

Dès l'entame de la rencontre, l'équipe de Brazzaville sud a ouvert la marque (5^e mn). De retour des vestiaires, elle a doublé la mise à la 53^e mn. Le score n'a pas changé jusqu'à la fin de la confrontation. Comme récompense, l'équipe vainqueur a reçu une



enveloppe de 250 000 FCFA contre 200 000 FCFA pour l'équipe perdante.

Afin de remercier les participants à cet événement commémoratif, Léonidas Carrel Mottom Mamoni s'est adressé au public venu de tous les coins de Brazzaville et aux joueurs des deux formations.

Dans son mot de circonstance, il a invité la population à faire fi des comportements changeants de certains hommes politiques. « Ils ne pensent pas trop à la cohésion nationale mais préfèrent passer leur temps à critiquer et à nuire aux autres », a-t-il indiqué.

Les officiels posant avec l'équipe gagnante

Les députés Léonidas Carrel Mottom Mamoni, Jeremy Lissouba, Bonaventure Boundzika et Golfe Ngozock Misseka projettent d'organiser un autre match du même genre, mais pas forcément à la même occasion. La localité qui l'abritera reste à déterminer.

Rude Ngoma (Stagiaire)

BASKETBALL

Le trophée Jr NBA League remis en jeu à Brazzaville

Trente équipes issues notamment des lycées de la capitale disputent la deuxième de la compétition de basketball dont le lycée A.A Neto est le champion en titre.

La deuxième édition de Jr NBA League va durer trois mois et la finale est prévue pour le 1^{er} septembre. Les rencontres ne se disputeront que les week-end au stade d'Ornano. La compétition est dédiée aux basketteurs (écoliers) dont l'âge varie entre 14 et 18 ans. Elle est organisée par la NBA et l'entreprise de téléphonie mobile MTN Congo, en partenariat avec le ministère des Sports et de l'éducation physique à travers l'Office national du sport universitaire et scolaire (Onssu). « Ce projet est parfaitement en phase avec notre mission d'être un acteur social majeur au Congo qui offre le meilleur à sa population, à sa



jeunesse », a indiqué le directeur général de MTN Congo, Djibril Ouattara, sans cacher sa fierté de contribuer au développement des talents des jeunes sportifs congolais.

Par ailleurs, le directeur des opérations basket au sein de la NBA

Africa, Kita Matungulu, a indiqué que Jr NBA League est un programme présent dans treize pays du continent et constitue une opportunité de vulgariser la pratique du basketball et faciliter l'épanouissement des jeunes, grâce au sport, notamment la balle au panier. Selon lui, le partenariat entre Jr NBA League et l'Onssu est ce qu'il y a de particulier de la première et la seconde édition. D'ailleurs, cette année, a-t-il expliqué, il y a cinq équipes (établissements scolaires) qui vont découvrir la compétition grâce à ce partenariat avec l'Onssu.

Kita Matungulu a également sou-

Les organisateurs en conférence de presse/Photo Adiac

ligné l'expérience technique que la compétition apportera aux différents compétiteurs. « Au niveau de l'Afrique, les jeunes sont très athlétiques. Il leur manque seulement les fondamentaux sur le plan technique. C'est ce que nous allons leur apporter », a fait savoir le directeur des opérations basket au sein de la NBA Africa.

Le conseiller aux sports du ministre des Sports et de l'éducation physique, Hubert Mampouya, a salué l'initiative qui, d'après lui, fait honneur au Congo. Il pense que le partenariat avec Jr NBA League est un atout pour l'Onssu.

Rominique Makaya

« Au niveau de l'Afrique, les jeunes sont très athlétiques. Il leur manque seulement les fondamentaux sur le plan technique. C'est ce que nous allons leur apporter »

TOGO

L'UE réaffirme son soutien au gouvernement

En visite à Lomé pour l'inauguration du quatrième lac de cette ville, le commissaire européen à la coopération internationale et au développement, Neven Mimica, a réaffirmé, « avec force », le soutien de son institution au peuple et au gouvernement togolais.

« Permettez-moi de réaffirmer avec force l'engagement de l'Union européenne de renforcer la coopération et de veiller à ce que votre vision devienne une réalité, afin que tous les citoyens togolais puissent, de manière égale, récolter les fruits de cette croissance et de ce développement », a déclaré Neven Mimica.

Puis, il a salué les « mesures concrètes » mises en œuvre par Lomé au cours des deux dernières années. « Nous sommes encouragés par l'accent mis par votre gouvernement sur le développement du secteur privé et des investissements, dans la mise en œuvre des nouveaux programmes sociaux et le renforcement de la bonne gouvernance, dans le but de créer une croissance durable et inclusive », a assuré le commissaire européen à la coopération internationale et au développement.

Neven Mimica a promis au président togolais, Faure Gnassingbé, que l'Union européenne (UE) allait poursuivre son appui dans des secteurs importants, tels que la bonne gouvernance, l'enseignement, l'agriculture, la santé, l'énergie, l'eau et l'assainissement, la sécurité, les transports et le commerce. De 2014 à 2020, le portefeuille de l'UE et de ses États membres en faveur des secteurs socio-économiques au Togo est estimé à sept cent soixante millions d'euros.

Noël Ndong

CÔTE D'IVOIRE

Huit Ivoiriens sur dix (81%) sont favorables au principe de la limitation à deux, du nombre de mandats présidentiels, selon la dernière enquête d'Afrobaromètre dans le pays. Ce soutien à une limitation à deux mandats présidentiels demeure fort et indépendamment du milieu de vie urbain ou rural et de l'adhérence à un parti politique, révèle l'enquête. Ceci, même parmi les répondants qui se sentent « proches » du parti au pouvoir, le Rassemblement des Républicains, 78% se sont prononcés d'accord avec une telle limitation. Afrobaromètre précise, par ailleurs, que parmi vingt pays africains interrogés en 2016/2017, la Côte d'Ivoire se classe au-dessus de la moyenne dans son soutien à la limitation à deux mandats présidentiels, laquelle est aussi partagée par la majorité des citoyens dans les dix-neuf autres pays.

EQUIPEZ-VOUS POUR LA FÊTE DU FOOT



**EN CE MOMENT
LE DECODEUR A
5 000^{FCFA*}
AU LIEU DE ~~10 000^{FCFA}~~**

CANAL+ INTERNATIONAL S.A.S AU CAPITAL DE 3 912 064 € - 592.033.401 RCS NANTESSE



LES BOUQUETS

CANAL+

© 2018 Canal+ International S.A.S. Tous droits réservés. L'offre est soumise à la disponibilité des services de Canal+ et à la validation de l'opérateur. Les tarifs sont en FCFA hors taxes. Les conditions de vente sont disponibles sur le site www.canalplus.com. Les images sont à titre illustratif et ne constituent pas une offre.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Les parlementaires se mettent à l'ère du numérique

Le parlement congolais organise depuis hier un atelier de formation à l'endroit des sénateurs et députés, afin de leur apprendre à mieux porter leurs communications.

Les sénateurs et les députés ainsi que leurs collaborateurs participent à un atelier de formation de deux jours, dans le cadre du programme Noria, destiné à améliorer la qualité et la visibilité du travail parlementaire grâce aux technologies de l'information et de la communication.

Le programme Noria regroupe quatre-vingt-trois pays francophones dans le monde. Il poursuit deux objectifs principaux : moderniser le fonctionnement des parlements en y développant de nouvelles méthodes de travail fondées sur les technologies de l'information et de la communication et renforcer la visibilité des parlements francophones à travers l'amélioration et le transfert des connaissances parlementaires.

« L'objectif de nos échanges est de favoriser une meilleure connaissance des activités du parlement. Il s'agit notamment de présenter des

stratégies plus innovantes pour dynamiser et optimiser la communication au sein du parlement », a précisé Mireille Eza, directrice du Programme Noria de l'APF.

Sept thèmes, axés essentiellement sur la communication parlementaire, seront développés par des experts venus de l'Afrique de l'ouest. Ils portent, entre autres, sur les fondements et principes directeurs de la communication parlementaire et institutionnelle ; les relations entre le parlement et les médias ; les communications parlementaires à l'ère du numérique ainsi que la présentation des principaux réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, WhatsApp et blogs).

Dans son mot d'ouverture, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, est revenu sur les fausses nouvelles qui gangrènent les réseaux sociaux. Il a saisi l'occasion pour appeler les parlementaires congolais à

bien assimiler les notions enseignées afin de combattre ces informations erronées qui agitent le monde.

« La République du Congo cumule un retard en matière de développement des TIC. Fort de cette situation, la cybercriminalité prospère. Régulièrement, les fausses nouvelles abondent les réseaux sociaux. Ces fake-news sont souvent d'une rare violence. Le sujet que vous allez débattre pendant deux jours rentre au centre des préoccupations des pouvoirs publics. Profitez de cette occasion pour protéger la société contre ces agressions », a affirmé Isidore Mvouba.

Il faut dire que l'APF regroupe au total quatre-vingt-trois pays francophones dans le monde. Elle constitue l'Assemblée consultative de la francophonie, exerce à ce titre une action politique en prenant position et mettant en œuvre une diplomatie parlementaire, la démocratie et les droits des personnes dans cet espace linguistique.

Firmin Oyé

MTN entend poursuivre ses investissements au Congo

Le président directeur général (PDG) du groupe, Rob Shuter, a réaffirmé le 11 juin à Brazzaville, lors de sa visite au sein de sa filiale en République du Congo, la volonté de sa société d'accompagner le gouvernement congolais, notamment dans l'inclusion des technologies de l'information et de la communication.



... Ici en audience avec le PDG de MTN

Rob Shuter a livré le même message lors des entretiens qu'il a eus respectivement avec le Premier ministre, Clément Mouamba, le ministre des Postes et télécommunications, Juste Ibombo, ainsi que le directeur général de l'Agence de régulation des postes et communications électroniques (Arpce), Yves Castanou. « Nous réitérons notre engagement de continuer à soutenir les objectifs du gouvernement dans l'inclusion du numérique », a déclaré le nouveau PDG, installé dans ces fonctions il y a une année. Il est en tournée africaine dans les vingt-quatre pays africains et subsahariens où est implanté le réseau MTN, dans le but de s'imprégner des spécificités de chaque marché.

Interrogé sur l'augmentation des tarifs téléphoniques qui indignent le consommateur congolais depuis quelques jours, Rob Shuter a promis en discuter avec ses équipes

dès son retour en Afrique du Sud, pour voir dans quelle mesure la revoir. Il a, par ailleurs, relevé qu'il investissait pour gagner et qu'une affaire ne pouvait pas survivre sans faire de bénéficiaires.

Réagissant sur le même sujet, le ministre des Postes et télécommunications a indiqué qu'il attendait que l'Arpce lui fasse le point sur la situation avant de prendre une décision qui ne lésera ni les consommateurs ni les opérateurs de téléphonie mobile. « Les taux de la loi de finances ne correspondent pas aux prix présentés par les opérateurs. Nous pensons sauvegarder les intérêts des consommateurs », a relevé Juste Ibombo.

Rappelons que les opérateurs de téléphonie viennent de réviser

leurs tarifs d'appel, SMS et internet. Cette action est la conséquence des nouvelles dispositions sur la taxe sur le trafic des communications électroniques (TTCE), d'une part, et sur l'encadrement des prix par l'Arpce, d'autre part. Ces nouvelles réformes tarifaires émanent de la loi des finances 2018 qui prévoit la revue de la taxe sur le TTCE à collecter auprès des consommateurs. L'équipe de MTN Congo a été félicitée pour le travail déjà abattu, avant d'être invitée à davantage d'efforts. Les agents qui se sont distingués par le travail ont été primés. Pour toucher du doigt la réalité du terrain, Rob Shuter a visité quelques agences commerciales.

Lopelle Mboussa Gassia

ENTREPRENEURIAT FÉMININ

La femme congolaise invitée à relever le défi

En séjour au Congo, l'experte américaine chargée des questions de genre, le Dr Avis Jones-Deweever, a animé le 12 juin une conférence sur l'autonomisation, le leadership de la femme et l'entrepreneuriat.



Photo de famille (Adiac)

Organisée par l'ambassade des Etats-Unis et l'association Yali Congo, en partenariat avec l'Université Marien-Ngouabi, la conférence sur l'autonomisation de la femme, qui s'étendra jusqu'à Pointe-Noire, englobe les sous-thèmes suivants : Stratégies de leadership pour la femme africaine ; Entrepreneuriat féminin et l'avenir de l'Afrique.

Pour le Dr Avis Jones-Deweever qui a voulu partager son expérience, l'entrepreneuriat chez les femmes est un axe majeur dans les stratégies de développement et dans la promotion du genre. Malheureusement, a-t-elle fait observer, les entrepreneures dans les pays en développement ont souvent un accès très limité à des réseaux de marketing, de capital, de crédit et aux connaissances techniques, qui sont tous essentiels pour améliorer la compétitivité de leurs entreprises.

Le développement de l'entrepreneuriat féminin étant un potentiel encore très largement inexploité pour la croissance et la prospérité, la conférencière a plaidé pour la présence des femmes dans le monde du travail.

Les femmes, a-t-elle insisté, sont au cœur des équilibres familiaux, culturels, sanitaires et sociaux. « Elles jouent un rôle central en matière de santé, de développement et d'éducation ». À ce titre, « leur autonomisation est un indispensable facteur de paix et de progrès social, économique et environnemental », a-t-elle insisté. L'experte américaine reste convaincue que donner aux femmes le droit de choisir leur vie en toute autonomie, partout dans le monde, est l'une des clés pour relever les défis de ce siècle.

Il y a un besoin, selon elle, de fournir aux entrepreneures des cycles de formation pour améliorer leurs compétences en gestion d'entreprise. « Ainsi, la priorité pour les entrepreneures est de supprimer les obstacles à l'entrepreneuriat féminin, de promouvoir les services financiers inclusifs et d'être adaptées aux politiques commerciales », a-t-elle expliqué.

En outre, le Dr Avis Jones-Deweever a martelé sur l'éducation qui, selon elle, est internationalement reconnue comme l'outil le plus puissant pour la promotion des femmes et des jeunes filles ainsi que pour la protection de leurs droits. « Investir dans leur éducation peut transformer, et même sauver des vies », a-t-elle conseillé. Toutefois, elle a invité la gent féminine congolaise à renforcer ses compétences dans le domaine de l'entrepreneuriat afin de relever le défi.

Redoubler d'effort pour l'autonomisation des femmes...

La cérémonie d'ouverture de la conférence a été ponctuée par une série de discours prononcés tour à tour par le vice-recteur de l'Université Marien-Ngouabi, chargé de la recherche et de la coopération, Paul Louzolo-Kimbembé ; l'ambassadeur des Etats-Unis, Todd P. Haskell ; les ministres de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, Inès Nefer Bertille Ingani ; et celle des Petites et moyennes entreprises, de l'artisanat et du secteur informel, Yvonne Adélaïde Mougany. Après avoir rappelé le rôle majeur que les femmes jouent dans l'économie, tous ont souligné la nécessité de redoubler d'effort pour leur autonomisation effective.

Pour réussir cette autonomisation, la ministre de la Promotion de la femme pense qu'il est important d'intégrer des questions de genre dans la vision et les missions du « patronat congolais » ; de renforcer les capacités des ministères concernés par la formation des cadres ; de sensibiliser les femmes à l'entrepreneuriat ; de lutter contre les violences et les discriminations auxquelles les femmes font face dans l'exercice de leurs activités, etc.

Dans cette perspective, elle a annoncé la construction imminente d'un centre de réhabilitation des victimes des violences, ainsi que la mise en œuvre du projet de construction de la maison de production de la femme. De son côté, le diplomate américain a tout d'abord rappelé les différentes activités que son ambassade organise dans le cadre du renforcement des capacités des femmes, puis souligné les efforts consentis par le gouvernement congolais pour la promotion et l'intégration de la femme.

Après Brazzaville, le Dr Avis Jones-Deweever s'envolera pour Pointe-Noire où elle animera une autre conférence sur le même thème.

Yvette Reine Nzaba et Yannick Mamboundou Likibi (stagiaire)

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

Près de 80 000 candidats sur la liste de départ

Les épreuves écrites de l'examen sont prévues du 13 au 16 juin sur toute l'étendue du territoire national, y compris Luanda-Cabinda, en Angola.

Au total, 79 496 candidats sont inscrits sur les différentes listes, toutes séries confondues, dont 56 616 officiels et 22 860 libres, répartis en 181 centres d'examen. Un nombre relativement en baisse par rapport à l'année dernière, où ils étaient 82 861 à prendre le départ dont 59 382 officiels et 23 478 libres pour 192 centres retenus. Selon le calendrier du déroulement des épreuves, la première journée est consacrée aux mathématiques, toutes les séries confondues. Le jour suivant, les candidats de la série A plancheront sur le français et l'anglais, alors que ceux des séries scientifiques vont se mesurer en sciences physiques et anglais.

Après avoir fait la ronde des douze départements du pays et rencontré les membres du jury, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation était, le 11 juin, face aux élèves, parents et chefs d'établissements publics et privés de Brazzaville. En effet, rappelant les différentes difficultés que les enfants ont rencontrées durant toute l'année et estimant que les responsabilités sont partagées, Anatole Collinet Makosso a indiqué que cela ne



Les candidats au baccalauréat, session de juin 2018/Adiac

devrait pas empêcher d'être rigoureux avec les candidats. « *Nous en sommes conscients mais cela ne devrait pas nous interdire, nous empêcher de rester rigoureux concernant la scolarité de nos enfants, leur parcours scolaire, les diplômes que nous devons délivrer à nos enfants, parce que là où ils seront, ils ne pourront pas justifier leur faible niveau par les raisons que nous venons d'évoquer* », a-t-il laissé entendre.

Saluant le comportement exemplaire

dont les différents acteurs de l'éducation ont fait montre durant toute l'année scolaire en ce qui concerne la lutte contre la violence en milieu scolaire, le ministre a souligné la nécessité des parents et des autorités de sécuriser le parcours scolaire des enfants, d'être davantage rigoureux. S'agissant des consignes, Anatole Collinet Makosso a demandé aux candidats de ne pas avoir des inquiétudes car la meilleure façon d'affronter l'épreuve du baccalauréat, a-t-il insisté, est d'être serein

et d'avoir l'esprit apaisé, tranquille. « *Les sujets ont été conçus pour qu'ils soient compris et abordés par l'élève moyen. Un enfant qui a suivi normalement ses cours pendant l'année scolaire n'aura aucune peine à résoudre les exercices que vous aurez. Vous n'avez aucune peine, tous les sujets sont accessibles* », a-t-il précisé.

Des mesures rigoureuses de lutte contre la fraude

Citant quelques artifices auxquels les candidats font recours ces dernières années, le ministre a annoncé que des mesures rigoureuses ont été mises en place. En effet, outre l'utilisation des détecteurs pour fouiller les candidats à l'entrée des salles et l'interdiction formelle d'utiliser les téléphones, d'autres dispositions de lutte contre la fraude ont été rendues plus sévères pour sanctionner même un candidat qui sera en train de lire dans la cour entre les épreuves. Insistant sur cette lutte, il a annoncé que tous les réseaux des mercenaires ont été identifiés car ses équipes ont sélectionné près de trois mille sur près de huit mille personnes qui vont composer à la place des vrais candidats. Ce qui permet au ministère de durcir les conditions de délivrance des diplômes, surtout en ce qui concerne l'échange des photos.

Présent à cette rencontre, le président de l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo, Christian Grégoire Epouma, a salué l'initiative du ministre Anatole Collinet Makosso qui a réussi, d'après lui, la prouesse de parcourir les douze départements du pays pour évaluer le niveau d'exécution des programmes. C'est ainsi qu'il a pris l'engagement de relayer le message constant que le ministre a disséminé à travers la République.

Parfait Wilfried Douniama

Les candidats détenus à la Maison d'arrêt de Brazzaville prêts à affronter les épreuves

Les quarante-neuf candidats au baccalauréat dont trente-sept de la série A et douze de la série D, ainsi que les trente-quatre autres au Brevet d'études du premier cycle (BEPC) se sont déclarés aptes, le 11 juin, à participer aux différents examens.

Les candidats incarcérés à la Maison d'arrêt de Brazzaville se sont exprimés lors d'une visite du directeur général de l'administration pénitentiaire, le colonel Jean-Blaise Komo. « *Nous avons bénéficié d'un enseignement de qualité qui nous permet de passer des examens sans crainte. Nous vous demandons de compter sur nous, car nous réaliserons un exploit au bac et au BEPC cette année* », ont-ils assuré.

En effet, le directeur général de l'administration pénitentiaire est

allé délivrer aux différents candidats un message de soutien du gouvernement et leur remettre des kits, notamment des boîtes mathématiques, des calculatrices et des tenues de sport pour les épreuves pratiques d'éducation physique et sportive. « *Lorsqu'on est détenu à la Maison d'arrêt, on a toujours pensé qu'on n'est plus citoyen, on pense qu'on est diminué. Je suis venu leur dire qu'ils sont citoyens à part entière* », a rappelé Jean-Blaise Komo. « *Vous n'êtes pas des candidats sans valeur. Le ministre*



Le colonel Jean-Blaise Komo remettant des kits à un échantillon de candidats détenus/Adiac de la Justice vous demande d'être des candidats exemplaires », a-t-il encouragé.

S'adressant aux candidats qui passeront les épreuves du Certificat d'études primaires élémentaires, il leur a demandé de tenir bon, car ils avaient l'obligation de sortir de la maison d'arrêt avec leur

diplôme pour ceux qui ont un séjour court et tous les autres diplômés nécessaires pour des détenus qui y séjourneront longtemps. « *Beaucoup de gens ont obtenu des diplômes dans les Maisons d'arrêt, nous avons aujourd'hui beaucoup d'enseignants qui y ont séjourné. Ne prenez pas*

vos séjours comme étant de l'enfer, vous avez posé quelques actes qui vous ont conduit ici pour vous éduquer, pour vous encadrer. Notre pays a besoin de tous ses enfants, vous y compris. Votre statut ne vous met pas à l'écart du programme du gouvernement », a-t-il insisté.

Le colonel Jean-Blaise Komo a, par ailleurs, relayé le message du ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation qui a sillonné tous les départements du pays. C'est ainsi qu'il a martelé qu'il ne fera jamais de quartier pour ceux qui vont tricher et qui pensent qu'il y a des gens qui vont mettre à leur disposition des matières. « *Nous ne le permettrons jamais et nous ne serons pas comptables de votre comportement en matière de fuite et de fraude. Il n'est pas permis à un détenu candidat au baccalauréat ou au BEPC de tricher, cela ne sera qu'une circonstance aggravante* », a-t-il mis en garde.

P.W.D.

«Vous n'êtes pas des candidats sans valeur. Le ministre de la Justice vous demande d'être des candidats exemplaires »,

ASSOCIATION SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMED VI

Un mois après le passage de Sa Majesté le roi Mohamed VI à Brazzaville, une association dénommée :

Association Sa Majesté le roi Mohamed VI pour le Congo en sigle : ASMRMVIC a vu le jour le 1^{er} juin 2018.

Cette association à but non lucratif est apolitique, sa mission c'est d'accompagner les personnes désœuvrées et de promouvoir l'aide humanitaire. Elle vise aussi la formation et le développement durable.

Le bureau est présidé par M. Nicolas Affrosi Nzoulou.

JOURNÉE MONDIALE DE L'ENVIRONNEMENT

L'événement célébré en différé dans la capitale économique

Sur le thème « Recycler ses déchets, c'est lutter contre la pollution », l'activité s'est déroulée à Pointe-Noire en présence de Marcelin Dibou, Alain-Brice Boumpoutou respectivement directeur de cabinet du ministre des Hydrocarbures et directeur général adjoint de Total E&P Congo.

Les retrouvailles ont permis aux participants d'échanger sur divers sous-thèmes, notamment « Enjeux environnementaux et engagements de la République » présenté par Liliane Eouani, directrice départementale de l'Environnement à Pointe-Noire, « Retour d'expérience d'Eni et de Total E&P Congo » développé par Raffaella Cultrela et Sophie Ignoumba; « Présentation de la vision, des stratégies et des grandes orientations sur la gestion des déchets par les entreprises pétrolières » par Ulrich Mboundou Lekoba, directeur de la cellule antipollution, etc. Auparavant, dans son mot de circonstance, Alain-Brice Boumpoutou a indiqué que la thématique



de l'événement interpellait au plus au niveau l'ensemble des participants, les risques liés à la production du plastique empirant chaque jour comme cela est rappelé par les institutions spécialisées. Toutes les initiatives visant à améliorer la protection de l'environnement contre les déchets plastiques et ses effets, a-t-il souligné, sont à encourager. « Je tiens à saluer l'initiative prise par le gouvernement congolais par l'entremise du ministère

des Hydrocarbures, celui du tourisme et de l'environnement pour l'organisation de cette conférence débat dans la perspective de rechercher des solutions appropriées contre la production plastique en République du Congo. L'environnement fait partie intégrante du modèle de développement du groupe Total E&P. Ce groupe a mis en place des exigences et du professionnalisme en vue de réduire et maîtriser

Une vue des participants à la conférence-débat les impacts de son activité sur l'environnement », a-t-il déclaré.

Ouvrant les travaux de cette rencontre au nom du ministre des Hydrocarbures, Jean Marc Thystère Tchicaya, Marcelin Dibou a rappelé que la République du Congo n'est pas restée en marge de cette célébration. Les activités menées par le ministre du tutelle montre l'intérêt du pays à protéger l'environnement. « L'administration des hydro-

carbures, consciente des impacts des activités de ce secteur; encourage toutes les actions en faveur de la lutte contre les pollutions et la dégradation de l'environnement », a-t-il signifié. Notons que ces assises ont été organisées par le ministère des Hydrocarbures et ont été une occasion des échanges sous forme de questions réponses entre les orateurs et l'assistance. La journée mondiale de l'environnement, rappelons-le, est célébrée chaque 5 juin. Cette année, elle a été placée sur le thème « Combattons la pollution plastique ». Le recyclage du plastique permet de transformer des déchets en de nouvelles matières premières, la réduction des coûts de traitement, l'économie de l'énergie et autres. Le mauvais tri des déchets engendre diverses conséquences, à savoir la pollution de l'environnement, le développement des bactéries, des animaux nuisibles, des insectes, la prolifération des maladies et autres.

Séverin Ibara

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



*CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FESTIVAL INTERNATIONAL « POINTE-NOIRE EN SCÈNE »

La quatrième édition s'ouvre dans deux jours

Du 14 au 17 juin, la ville océane accueillera l'événement qui aura au menu quatre jours de fête, marqués par le slam, les rencontres professionnelles, les scènes ouvertes, les concerts d'artistes locaux et internationaux, etc.

Le festival international « Pointe-Noire en scène » repose ses valises dans la ville côtière avec une palette de rendez-vous musicaux pour le bonheur de la population. Toujours aussi créative, cette manifestation n'a pas perdu de son audace. Pour sa quatrième édition, elle couvrira de son sari différents lieux culturels de la ville océane, notamment l'Institut français du Congo (IFC), l'espace Le Continental, l'espace du Trentenaire, La Structure et le Comptoir. L'événement proposera un programme riche et varié autour du slam, de rencontres professionnelles, de concerts de musique, des scènes ouvertes et donnera un coup de projecteur particulier sur le rôle de la musique dans la société. La cérémonie d'ouverture aura lieu le 14 juin et sera marquée par le concert du groupe Africa percussion, à l'espace Le Continental, situé à Mpa-ka, dans le sixième arrondissement. Cette journée se poursuivra à l'IFC avec la grande nuit du slam, de 19 h à 21 h.

La journée du 15 juin connaîtra trois activités. Il y aura tout d'abord les rencontres professionnelles avec Freddy Massamba, Grodash, Evend voice, Mixton et Lionel K 2Bayonne, de 10h à 14 h, à l'espace La structure, situé à Siafoumou, dans le cinquième arrondissement. Ensuite à l'IFC, de 19 h à 21 h, la reprise de « A Song For You », en hommage à la soul américaine. Enfin, à l'espace Le Comptoir, de 21 h à 0h, le concert de Freddy Massamba, Evend Voice et Mixton. Le 16 juin sera consacré à la visite des stands partenaires, de 11 h à 15h, et de 15 h à 21 h, à l'espace La structure, la finale des scènes ouvertes puis de l'Open Mic. La cérémonie de clôture interviendra le 17 juin, à l'espace du Trentenaire, à partir de 15 h, avec un grand concert qui réunira tous les artistes, notamment Freddy Massamba, Grodash, Lesly Felma, Spirta Nanda, Evend Voice, 2Bayonne Band, Emily Singer, Section musique du CPGOS et autres.

Notons que «Pointe-Noire en Scène» est un jeune festival dont l'ambition est de mettre en lumière les talents du pays, en général, et de Pointe-Noire, en particulier. À travers cet événement, les organisateurs entendent développer la synergie montante entre les artistes congolais, les musiciens et techniciens internationaux qui commencent à faire de Pointe-Noire un lieu incontournable de passage et de rencontre.

Hugues Prosper Mabonzo

FESTIVAL N'SANGU NDJI-NDJI

Un grand concert a clôturé la quatorzième édition

Pour marquer la fin de la manifestation lancée le 6 juin, à Pointe-Noire, des artistes ainsi que des groupes nationaux et étrangers se sont réunis sur la même scène, le 10 juin, dans l'enceinte de l'école primaire de Makayabou, dans l'arrondissement 5, Mongo Mpoukou.

Bien qu'ayant été organisée cette année en format réduit à cause de la crise économique que traverse le pays, la quatorzième édition du festival Nsangu Ndji-Ndji a vécu à l'Institut français du Congo, l'espace culturel Yaro, l'espace du trentenaire, la résidence du consul général de France et à l'école primaire

mannequin (ndombolo, rumba) ont fait bouger avec leurs chorégraphies et leurs danses comme celle baptisée Tchimpanu de K-Musica. DJ Anti-virus et MLG Mocristo (coupé décalé) ont aussi enflammé la foule avec leurs chansons un peu satiriques et provoquantes bien connues des Ponténégrins. Ces artistes



Le groupe N'sik Mbila à l'espace du trentenaire/ Crédit photo Adiac

de Makayabu avec la participation d'une diversité d'artistes et de groupes.

Lors du concert de clôture, le groupe Farid Ghannam (musique tradi moderne) du Maroc a égayé le public avec ses sons particuliers et ses pas de danse traditionnelle exécutés avec adresse. Du côté du Congo, le collectif Ba yaya (Hip hop, rap) et l'artiste Bouity-Bouity ont séduit par leur style calme et dansant sans oublier leurs compositions éducatives. Les orchestres K-Musica et Class

et groupes aux styles divers se sont succédé sur la scène, ovationnés par un public enthousiaste et nombreux. Il faut dire que ce concert a été l'activité du festival qui a réuni plus de monde.

Au cours du festival, le public a eu également droit au gospel, un style qui a été bien consommé avec Félix-Tchicaya-Serge-trio (France-Congo) qui est à sa troisième participation. La percussion a été aussi de la partie avec les groupes Doudouba et K-Bien (Guinée-Congo)

qui ont émerveillé avec des sons de tam-tams complexes et bien exécutés, tout comme le ndombolo avec le groupe Show de Loandjili. Le théâtre a été aussi au rendez-vous avec Nana Ardo (cameroun) et Anw Jigi'art (Mali) qui ont fait preuve de professionnalisme et marqué les esprits avec les pièces intitulées «Chez le docteur» pour le premier et «Antigone» pour le deuxième.

L'événement a permis aux Ponténégrins de découvrir N'sik mbil, un nouveau groupe congolais de musique tradi-moderne qui les a entraînés dans les profondeurs du département du Kouilou avec l'exécution de la danse Tchikumbi. La chanteuse brazzavilloise Gladys, à la voix chaude, a laissé ses traces dans les mémoires, de même que le duo Sonny Troupé (France-Bénin) ainsi que les deux talents de la musique tchadienne, notamment Cravate, artiste engagé aux multiples casquettes, et Gèneviève Matibeye, surnommée le rossignol, qui était très attendue. La chanteuse a pu conquérir les cœurs avec sa voix berçante et ses titres aux rythmes tantôt doux, tantôt saccadés et plein d'enseignements. La manifestation a aussi été marquée par la nuit des partenaires qui a eu lieu le 8 juin, à la résidence du consul général de France. Des conférences sur l'importance des musées et sur la collaboration créative, animées par le directeur départemental du Patrimoine et des archives ainsi que par des professionnels culturels ont permis d'échanger lors d'une rencontre professionnelle sous le Kolatier.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

TOURNOI INTER-QUARTIERSTOTAL

Le Club des jeunes conserve son fauteuil; Ecole Mourinho vole la vedette à Etoile du ciel

Le Club des jeunes de TiéTié en catégorie junior et Ecole mourinho de Mongo Poukou en cadet ont été sacrés vainqueurs de la deuxième édition du tournoi inter-quartiers de Total E&P Congo. Les deux équipes se sont imposées le 3 juin au Complexe sportif de Pointe-Noire respectivement face à Si-Fumu de Mongo-Mpoukou sur le score de 2 buts à 0 et devant Jeunesse sportive de MvouMvou, 4 tirs au but à 2



Ce tournoi réservé aux jeunes de moins de 20 ans de la ville océane a été initié par la compagnie pétrolière Total E&P Congo en octobre 2016 dans son objectif de soutenir la pratique du football par la jeunesse ponténégrine. Deux jours durant, du 2 au 3 juin, les seize équipes engagées notamment, huit de catégorie junior et huit autres des cadets ont exprimé leur talent en présence du directeur général de Total E&P Congo, Pierre Jessua, le député Maire de la Ville de Pointe-Noire, Jean François Kando, le directeur de cabinet du préfet de Pointe-Noire, Jean Louis Banthoud et le commandant de la zone militaire de défense n° 1, le général Jean Ondaye Ollessongo.

En effet, après la phase des poules et les demi-finales à prement discutées chez les juniors, l'histoire s'est répétée. La même affiche de la finale

de la première édition s'est reproduite avec l'exploit du Club des Jeunes face à Si-Fumu, 2 buts à 0. Le Club des jeunes, vainqueur de la première édition a succédé à lui-même. Chez les Cadets par contre, Etoile du Ciel, vainqueur de la première édition n'étant pas au rendez-vous, c'est l'Ecole Mourinho, 3e en 2016 qui a remporté le tournoi. Cette équipe a battu en finale, la Jeunesse sportive de Mvou-Mvou, 4 tirs au but à 2 après un score de zéro but partout au temps réglementaire. A l'issue de la compétition, l'organisateur a remis des gadgets, des chaussures de sport, des chaussettes et des ballons de football à toutes les équipes participantes. Cependant, chez les cadets, l'Ecole Mourinho, Jeunesse sportive de Mvou-Mvou et le Club des jeunes ont respectivement reçu le 1er, 2e et 3e trophées mis en jeu par

Total alors que le trophée de fair-play a été attribué à FC Lumière.

En catégorie junior, le Club des jeunes a remporté le trophée mis en jeu, Si-Fumu a pris la deuxième place et FC Léa, troisième. Dans cette catégorie, le trophée de fair-play a été



donné à Union sportive de Djeno.

Notons que, Total E&P Congo a également récompensé les meilleurs gardiens, joueurs et buteurs de chaque catégorie.

Chez les cadets : meilleur gardien, Nkounkou Denou du FC Tigre, meilleur buteur, Ndjimbi Poaty de l'Ecole Mourinho.

Chez les juniors : Bemba Ronadin du Club des jeunes a reçu le trophée du meilleur gardien, le prix du meilleur buteur est revenu à Sembolo Blanchy de Si-Fumu et celui du meilleur joueur à Mberri du club des jeunes.

A l'issue de la compétition le directeur général de Total E&P Congo, Pierre Jessua a félicité les équipes participantes pour le fair-play qui a caractérisé ce tournoi et des talents qui se sont exprimés au cours de l'édition 2018. Il a aussi remercié ses différents

partenaires du soutien apporté à l'organisation dudit tournoi et félicité les autorités civiles et militaires de l'intérêt qu'ils ont accordé à cette compétition qui adhère à la démarche du Groupe Total qui s'est engagé en 2017 auprès de la confédération africaine de football pour sponsoriser les dix der-

nières compétitions de l'institution du sport en Afrique. « Ce tournoi qui s'inscrit dans le cadre du quinquennat football des jeunes adhère à la démarche du groupe Total qui a signé avec la Confédération africaine de football un partenariat en 2017, en vue de sponsoriser les dix dernières Coupes de la CAN ».

Soulignons que la réussite de cette deuxième édition n'a pas laissé indifférent les dirigeants des équipes participantes. « Je remercie Total E&P Congo qui a donné encore la chance aux équipes des quartiers de Pointe-Noire de s'exprimer librement et avec enthousiasme devant les techniciens des grandes équipes de la place et surtout merci pour les ballons et les chaussures de sport », s'est exprimé le président l'Ecole Mourinho.

16^{es} DE FINALE DE LA COUPE DU CONGO DE FOOTBALL

Six clubs de Ligue 1 débarqués

Patronage Sainte-Anne, V Club Mokanda, Nico-Nicoyé, FC Kondzo, Tongo FC et la Jeunesse sportive de Poto-Poto (JSP) sont les seuls parmi les favoris qui n'ont pas validé leur ticket pour les huitièmes de finale devant des équipes qui étaient à leur portée.

L'énorme surprise est venue de Djambala. Patronage Sainte-Anne de Brazzaville a été battu par forfait par Cara de la localité pour la simple raison que les bleu et blanc n'ont pas eu des moyens pour se rendre dans le chef-lieu du département des Plateaux.

Un problème d'organisation interne qui coûte cher aux demi-finalistes de la Coupe du Congo l'an dernier. Patronage Sainte-Anne, rappelons-le, a déjà remporté ce trophée en 1988. Excepté ce forfait de Patronage Sainte-Anne, les autres clubs ont été battus sur le terrain. V Club Mokanda, trois fois vainqueur de la compétition (1974, 1977 et 1996), a été éliminé par Interclub de Pointe-Noire 0-1. Nico-Nicoyé



a subi le même sort devant AS Vaudou (0-1). A Brazzaville, le FC Kondzo a courbé l'échine devant RCB 2-3, puis Tongo FC, demi-finaliste de la dernière édition, a été sorti par BNG 1-2. A Madingou, le FC

Corneil a éliminé la JSP 3-1. Les six premiers de la phase aller n'ont quant à eux pas fait des détails devant leurs adversaires. L'AS Otoho a étrillé, à Ouesso, Saint-Michel de la localité 7-1. Les Diablies noirs

Patronage Sainte-Anne battu par forfait à Djambala/Adiac

ont dominé à Kinkala AS Elbo 4-0. L'AC Léopards a pris le dessus sur Interclub de Dolisie 2-0. La Mancha a été meilleure devant le FC Tchimaghi 6-0. L'AS Cheminots a validé son ticket devant Munisport

3-1. L'Etoile du Congo a pris le dessus sur le FC Racine 2-0. Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a dominé Ayandza sport 3-1.

La Jeunesse sportive Talangai (JST) a eu recours aux tirs au but pour éliminer le FC Biala, à Owando, 4-1 après un nul de 0-0 au temps réglementaire. Interclub de Brazzaville a pris le meilleur, à Madingou, sur Les Jeunes Fauves 2-1. Saint-Michel de Ouenzé (SMO) a battu aux tirs au but Yaba sport 3-1 après un nul d'un but partout au temps réglementaire, complétant ainsi la liste des seize qualifiés pour les huitièmes de finale. Il s'agit de l'AC Léopards, AS Cheminots, AS Otoho, AS Vaudou, BNG, Cara de Brazzaville, Cara de Djambala, Diablies noirs, Etoile du Congo, FC Corneil, Interclub de Brazzaville, Interclub de Pointe-Noire, La Mancha, JST, RCB et SMO.

James Golden Eloué

COOPÉRATION

Le Congo et l'Unesco mettront en place une stratégie en science et technologie



Les deux parties ont convenu, le 12 juin à Brazzaville, de travailler ensemble pour mettre sur pied une stratégie en matière de science, de technologie et d'innovation.

C'était lors d'une audience du ministre en charge de la Recherche scientifique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou avec la représentante de l'institution onusienne au Congo, Anna Elisa de Santana Afonso. La stratégie à développer est une sorte de guide pour les chercheurs qui englobera plusieurs domaines de développement. « Dans un bref délai, nous allons annoncer les résultats de

Le ministre Coussoud Mavoungou s'entretenant avec la délégation de l'Unesco cette stratégie. Elle nous permettra de faire le point sur toutes les institutions de la République du Congo en ce qui concerne la recherche », a indiqué Anna Elisa de Santana.

Les chercheurs nationaux seront identifiés grâce à cette stratégie. Ainsi, il faut mettre à la disposition des institutions de recherche une ligne de conduite pour leur bon fonctionnement tout en gardant leurs liens avec les organisations qui n'évoluent pas dans la recherche, a-t-elle ajouté.

Outre cette stratégie, les deux personnalités ont également abordé la notion du développement durable, tout en soulignant l'importance

de l'hydrologie et l'océanographie dans la société. En effet, pour une bonne application des résultats qui sortiront de cette stratégie, il sera institué un comité du programme hydrologique qui, composé des chercheurs dans plusieurs domaines, se penchera sur la gestion de l'eau.

Notons que les notions de biodiversité et d'énergies renouvelables ont été aussi évoquées au cours de cet entretien car il faut, estime Anna Elisa de Santana, « déjà penser à l'économie hors pétrole en planifiant certaines activités d'assistances techniques pour l'année en cours ».

Rude Ngoma, stagiaire

CAM-BASKET 2018

Le président Denis Sassou N'Guesso donne le coup d'envoi

Hôte du Championnat d'Afrique militaire de basketball (Cam-basket), le président congolais a inauguré la première édition de cette compétition, le 12 juin à Brazzaville.

Le coup d'envoi donné par le président Denis Sassou N'Guesso a été suivi de la confrontation opposant les Lions sport du Congo (équipe nationale militaire du pays) à l'Association sportive des Forces armées guinéennes (AS Fag). Belle entame de la rencontre pour les Congolais qui se sont imposés au premier carton 17-8, même si, avant de retourner aux vestiaires, les militaires guinéens ont renversé la vapeur en prenant l'avantage : 27-26.

Mais en présence du président de la République qui a assisté à la rencontre du début jusqu'à la fin, l'équipe nationale militaire congolaise a sorti le grand jeu, prenant finalement le dessus sur l'AS Fag, 55 à 50. Première rencontre, première victoire. Le 13 juin, les Lions sport du Congo vont affronter le Sénégal au gymnase Maxime-Matsima, à Makélékélé.

Trois autres rencontres sont prévues. Le Kenya et l'Algérie (16h), également au gymnase Maxime-Matsima et, de l'autre côté du gymnase Etienne-Monga, le Cameroun en découdra avec l'Angola (14h) avant que le Nigeria et le Maroc (16h) ne s'expliquent.

La confrontation Guinée-Sénégal (14h) ouvrira la journée du 14 juin, au gymnase Maxime-Matsima. Le second match opposera le Congo au Kenya (16h) au même gymnase. Par la suite, la Côte d'Ivoire rencontrera le Cameroun (14h), le Nigeria jouera contre l'Angola. Le 15 juin, la Guinée affrontera le Kenya (15h), l'Algérie sera face au Congo (17h). Puis, le Nigeria et la Côte d'Ivoire se mesureront avant la confrontation Maroc-Angola.

Rominique Makaya